

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal de Libye

N° 2 du 05.03 au 13.03.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité :

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part :

Andreï Fediachine : Le scénario yougoslave pour la Libye.

Sara Flounders : Bateaux de guerre près de la Libye : le danger d'une intervention militaire impérialiste s'accroît.

1 Lutte pour la libération du territoire

2 Politique

a) Politique Libyenne

3 Politique internationale

a) Pays Arabes & voisins

4 Institutions internationales

5 Autres Pays

6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

6-1 Vidéo : Hugo Chavez propose une issue pacifique pour la Libye.

6-2 Corruption en Libye : Les journalistes "indépendants" et autres "envoyés spéciaux" peuvent être achetés par des liasses de billets.

7 Les brèves

7-1 Le plan de Chavez soutenu par ses alliés latino-américains'.

7-2 Manlio Dinucci : Avant d'envoyer dollars et fusils le Pentagone va faire passer « l'examen » aux insurgés...

8 Dossier

8-1 Les Forces Spéciales des Etats-Unis ont (aurait ?) débarqué en Libye pour entraîner les anti-Kadhafi.

8-2 Manlio Dinucci : Le Pentagone « repositionne » les forces navales et terrestres.

8-3 Robert Fisk : «Les Américains ont demandé aux Saoudiens d'aider les rebelles libyens » ...

8-4 Robert Fisk : Pour les Etats-Unis la guerre a déjà commencé en Libye.

Commentaire de Danielle Bleitrach.

8-5 Manlio Dinucci : Libye, le rébus de la zone d'interdiction aérienne.

---

---

### Editorial

Tiré à part :

#### Andreï Fediachine : Le scénario yougoslave pour la Libye ?

Le président Obama a enfin annoncé qu'il n'excluait aucun scénario de règlement du problème libyen, politique ou militaire. C'est la première fois que la Maison Blanche le déclare aussi directement.

Hélas, l'opposition n'arrive pas à renverser rapidement Mouammar Kadhafi et à faire la révolution en limitant le nombre de victimes. On assiste certainement au recours à la tactique visant à faire fuir Kadhafi en exerçant sur lui une pression de

l'extérieur et de l'intérieur. En recourant à la diplomatie, aux sanctions et aux moyens militaires. La diplomatie et les sanctions ont déjà été utilisées. Désormais, l'utilisation de l'arsenal des moyens militaires apparaît également comme une solution.

### **"Intervention libérale"**

Auparavant, on aurait appelé cela la "**diplomatie de la canonnière**", mais aujourd'hui cette expression ne convient plus tout à fait. On s'est souvenu du terme "*interventionnisme libéral*."

Et tout commence à rappeler le "*schéma yougoslave*." On semble revivre les bombardements de 1999.

Et même les "*instruments*" sont parfaitement identiques. Même les navires. Même le mois coïncide: les bombardements de la Yougoslavie par les Etats-Unis et l'OTAN ont commencé le 24 mars.

Il ne reste plus qu'à attendre la création d'une zone d'exclusion dans l'espace aérien de la Libye (ce qui a été fait à l'égard de la Yougoslavie).

Les consultations à l'ONU se tiennent tous les jours et des événements surprenants peuvent être observés dans cette "arène."

On a bien sûr le droit de haïr Kadhafi de toutes ses forces (ou en tous cas ne pas apprécier le dictateur à demi-fou), mais au sein de l'ONU on assiste à des débordements étranges, la hâte et la perfidie.

Par exemple, le procureur général de la Cour pénale internationale pénale, l'Espagnol Luis Moreno-Ocampo a annoncé le 3 mars que la Cour a "pris bonne note" du cas Kadhafi et de ses fils, et qu'elle ouvrirait une information judiciaire sur l'éventuel violation des droits de l'homme. Formellement, il a raison: le 26 février la Conseil de sécurité des Nations Unies a ordonné l'enquête. Etant donné que la Libye n'est pas signataire du Statut de Rome de la Cour, seul le Conseil de sécurité peut autoriser ce genre de démarche.

Le plus intéressant est que la résolution a été approuvée à l'unanimité par les 15 membres du Conseil de sécurité, dont trois membres permanents: les Etats-Unis, la Russie et la Chine.

Les Etats-Unis et la Russie n'ont pas ratifié le Statut de Rome, ne reconnaissent pas sa juridiction et, par conséquent, ne font pas juridiquement partie des membres du Statut. Ils émettent des réserves concernant le droit de la Cour de juger leurs citoyens. Quant à la Chine, elle ne reconnaît pas la Cour du tout. Les Américains ont même insisté pour que la résolution comporte une clause stipulant que leurs citoyens ne sont pas soumis à la juridiction de la Cour. Au cas où ils devraient débarquer en Libye avec une mission militaro-humanitaire. Ce n'est plus de la perfidie, c'est de l'hypocrisie pure et dure: on juge tout le monde, mais on ne peut pas nous juger.

### **Les forces d'intervention en Libye sont pratiquement prêtes**

Depuis la fin de la première semaine de février, une importante concentration militaire des Etats-Unis et de l'OTAN s'est formée au large des côtes libyennes. Le porte-hélicoptère d'assaut américain USS Kearsarge, le bâtiment de débarquement USS Ponce et le sous-marin nucléaire USS Scranton ont déjà traversé le canal de Suez et sont arrivés le 4 mars dans le golfe de Syrte. Tous font partie du groupe de débarquement méditerranéen de l'unité tactique de la marine américaine sous le commandement du porte-avions USS Enterprise. Ce dernier se trouve actuellement en mission au Nord de la mer Rouge. La Libye est à portée immédiate.

Seules la Russie et la Chine se prononcent ouvertement contre l'intervention militaire. Les autres membres du Conseil de sécurité possédant le droit de veto "*n'excluent aucun scénario*", mais reconnaissent que la sanction de l'ONU est nécessaire pour intervenir.

Les déclarations sur la nécessité de l'accord du Conseil de sécurité pour l'intervention militaire est une sorte de mantras à l'ONU qui précèdent une rupture décisive avec les normes du droit international.

Et cela ressemble également à tout ce qui a précédé l'opération en Yougoslavie Force alliée, selon la codification OTAN, ou Ange miséricordieux, selon la codification américaine. Au printemps 1999, la Russie et la Chine ont bloqué la sanction de l'intervention militaire contre la Yougoslavie. L'OTAN a commencé les bombardements sans aucune autorisation, en violant la Charte des Nations Unies, en n'obéissant qu'à ses propres Statuts. Et de toute manière ces Statuts ont reçu une interprétation tellement "large", que toute ingérence peut désormais se faire car tel est le bon plaisir des pays membres. Le fait est que la Yougoslavie n'avait attaqué aucun pays de l'OTAN, et la situation dans le pays ne présentait aucun danger pour l'Alliance. D'ailleurs, la décision de bombarder a également été prise par un président démocrate, Bill Clinton, et non pas par un républicain sanguinaire.

Les mauvaises langues affirment toujours que la "pacification yougoslave" était nécessaire pour détourner l'attention de l'opinion publique des Etats-Unis du scandale lié à Monica Lewinsky, au mensonge du président au Congrès et à la perspective de sa destitution.

Ce n'est pas le cas de Barack Obama.

Au contraire, il a déjà deux guerres "sur le dos", et n'en a pas besoin d'une troisième.

Mais la pression exercée sur la Libye, visant à faire fuir Kadhafi, ne constitue pas une menace de troisième guerre. Kadhafi a tellement épuisé ses propres ressources que seules les forces dépendant désespérément du régime le soutiennent.

Par contre, Barack Obama pourrait devoir faire face à un problème plus grave que le Kosovo: l'augmentation des prix du pétrole menace déjà de stopper le rétablissement économique et, par conséquent, de réduire considérablement ses chances d'être réélu l'année prochaine. On ne plaisante pas avec ce genre de choses.

### **Encore un peu de sang et ça ira**

Pour l'instant la concentration des bâtiments de guerre au large de la Libye est une simple démonstration de force, un moyen de pression. Toute guerre ou intervention nécessite des raisons. Ou des prétextes. La guerre en Afghanistan avait une très bonne raison: les attentats du 11 septembre 2001 à New York. George W. Bush n'avait qu'une seule solution: l'invasion. La

guerre en Irak n'avait aucune raison valable, mais le prétexte a été fabriqué: il s'agissait de la prétendue création par Saddam Hussein d'armes de destruction massive. Il s'est avéré que c'était un mensonge du début jusqu'à la fin.

L'invasion de la Libye n'a aucune justification juridique internationale. Pour l'instant.

Mais les actions de Kadhafi pourraient donner des raisons de le faire. Personne ne parle pour le moment d'intervention militaire. Mais nul ne nie sa probabilité. Les déclarations du type "*il est trop tôt pour parler des actions militaires*" sont accompagnées par le refrain disant que si l'effusion de sang continue, rien ne peut être exclu. Cela ressemble à "*encore un peu de sang et on ne se retiendra plus.*"

Des communiqués en provenance de la Libye parlent déjà de "*l'offensive des forces fidèles à Kadhafi*" contre les villes rebelles à l'Est du pays et des centaines de morts.

Il faut "pousser" Kadhafi encore un peu à réprimer les villes révoltées, et il y aura suffisamment de sang pour l'invasion. Les congressistes américains républicains exigent directement l'intervention.

Les préparatifs actuels en mer Méditerranée ne sont pas un simple "*redéploiement des forces*" de la marine américaine juste au cas où. Les préparations militaires ont toujours une certaine "masse critique", une limite, au-delà de laquelle les actions sont inévitables.

Les composantes matérielle et financière sont pratiquement prêtes pour franchir cette limite. Les navires qui mouillent au large des côtes libyennes ne sont pas des boîtes d'allumettes. Le porte-hélicoptère USS Kearsarge est l'un des plus grands bâtiments de débarquement d'attaque de cette classe, ayant un déplacement d'eau de 40.000 tonnes et une longueur de 253 mètres. Il embarque à son bord plusieurs dizaines d'hélicoptères, de missiles, d'engins de débarquement, plus de 2.000 fantassins de marine. Qu'il soit dit en passant, c'est le même Kearsarge qui en 1999 opérait près des côtes yougoslaves, débarquait les troupes de marines, de renseignement et de sabotage. Les premières forces américaines qui ont touché le sol yougoslave ont été débarquées par ce bâtiment. Le bâtiment de débarquement USS Ponce, ayant un déplacement d'eau de 17.000 tonnes, a également participé à l'opération en Yougoslavie. De même que le sous-marin nucléaire USS Scranton. Ces classes d'engins sont dotées de missiles de croisière, mais le plus important, ils sont spécialement adaptés pour des missions secrètes de débarquement et de sabotage près des côtes de l'ennemi.

Les bombardements de la Yougoslavie en 1999 n'étaient pas conduits seulement par des porte-avions (à l'époque l'USS Theodore Roosevelt), mais également par les bases aériennes italiennes et françaises et les porte-avions français et britanniques. Et toute cette "armada" est aujourd'hui bien plus proche de la Libye que de la Yougoslavie de l'époque.

D'ailleurs, Londres a déjà annoncé qu'il envoyait pour le sauvetage d'environ 20 pétroliers britanniques, coincés quelque part au Sud-Est de la Libye, des unités de la force spéciale SAS.

C'est l'équivalent du Navy Seals américains ou de l'unité Alpha russe.

Par Andreï Fediachine,

RIA Novosti

05/03/2011

<http://fr.rian.ru/discussion/20110305/188780082.html>

---

## Sara Flounders : Bateaux de guerre près de la Libye : le danger d'une intervention militaire impérialiste s'accroît.

### Qui dirige l'opposition ?

Il est important d'analyser le mouvement de l'opposition, spécialement ceux qui sont si abondamment cités par les médias internationaux. (...)

Un article de premier plan, dans le New York Times du 25 février, décrivait la différence entre la Libye et les autres luttes qui ont éclaté dans tout le monde arabe. A la différence des rébellions de jeunes rendues possibles par Facebook, l'insurrection, dans ce cas, a été dirigée par des gens plus matures et qui se sont opposés activement au régime depuis un certain temps. L'article décrit la contrebande d'armes à travers la frontière égyptienne durant des semaines, permettant que la rébellion monte rapidement et violemment en un peu moins d'une semaine.

Le groupe d'opposants qui est souvent cité est le Front National pour le Salut de la Libye (NFSL en anglais) On sait que le NFSL, fondé en 1981, une organisation financée par la CIA, avec des officines à Washington, DC. a maintenu une force militaire, nommée l'armée nationale libyenne, près de la frontière égypto-libyenne. Une recherche sur google sur le Front National pour le Salut de la Libye et la CIA confirmera rapidement certaines références.

C'est exprimé amplement à la conférence nationale de l'opposition libyenne. C'est une coalition formée par le NFSL qui inclut aussi l'Union Constitutionnelle Libyenne (LCU) dirigée par Muhamad as-Senussi, prétendant au trône libyen. Le Web de la LCU appelle le peuple libyen à renouveler son serment de loyauté au roi Idris el Senussi en tant que leader historique du peuple libyen. Le drapeau utilisé par la coalition est le drapeau de l'ancien royaume de Libye.

Evidemment, ces forces financées par la CIA et les anciens monarchistes sont politiques et socialement différentes de la jeunesse privée de droits et des travailleurs qui ont marché par millions contre les dictateurs appuyés par les USA en Egypte et en Tunisie et qui, aujourd'hui, manifestent au Bahreïn, au Yémen et à Oman.

Selon l'article du Times, l'aile militaire du NFSL, utilisant des armes de contrebande, ont rapidement pris des postes policiers et militaires dans la ville portuaire de Bengasi et les environs proches au nord des champs pétrolifères les plus riches de

Libye, où se trouve la majeure partie des gazoducs et oléoducs, les raffineries et son port de gaz naturel liquéfié. Le Times et autres médias occidentaux affirment que cette zone est actuellement sous « contrôle de l'opposition », y compris 80% des installations pétrolières de Libye.

L'opposition libyenne, à la différence des mouvements des autres lieux du monde arabe a demandé l'aide internationale depuis le début. Et les impérialistes ont répondu rapidement.

Par exemple, Mohammed Ali Abdallah, secrétaire général adjoint du NFSL, a envoyé un appel désespéré : « *Nous nous attendons à un massacre* » « *Nous envoyons un SOS à la communauté internationale pour qu'elle intervienne* ». *Sans efforts internationaux pour contenir Kadhafi « il y aura un bain de sang en Libye dans les prochaines 48 heures.* »

Le Wall Street Journal, voix du Grand Capital, a écrit dans son éditorial du 23 février, que les USA et l'Europe devraient aider les Libyens à destituer le régime de Kadhafi.

### **Intérêts des USA : le pétrole.**

Pourquoi, Washington et les puissances européennes sont-elles désireuses et disposées à intervenir en Libye ?

Quand se produit quelque chose de nouveau, il est important de passer en revue ce que nous savons du passé et nous interroger : quels sont les intérêts des multinationales étasuniennes dans la région ?

La Libye est un pays riche en pétrole- un des 10 plus riches du monde- . La Libye possède les plus grandes réserves prouvées de pétrole en Afrique, au moins 44 millions de barils. Elle produit 1,8 million de barils de pétrole par jour. Un cru léger considéré de la plus grande qualité et qui nécessite moins de raffinage que la plus grande partie du pétrole. La Libye possède aussi de grands gisements de gaz naturel, facile à canaliser pour les marchés européens. C'est un pays très vaste avec une population faible de 6,4 millions de personnes.

C'est ainsi que voient la Libye les puissantes multinationales pétrolières et militaires et les institutions financières des USA qui dominent le marché des USA.

Actuellement, le pétrole et le gaz sont les matières premières les plus valorisées et la meilleure source de bénéfices dans le monde.

Obtenir le contrôle des champs pétrolifères, les oléoducs, les raffineries et les marchés constitue, en grande partie, ce qui impulse la politique impérialiste des USA.

Durant deux décennies de sanctions des USA contre la Libye pendant lesquelles les USA espèrent mettre à bas le régime, les intérêts corporatistes européens investirent fortement dans le développement de cadres et infrastructures dans ce pays. Près de 85% des exportations d'énergie de Libye vont à l'Europe.

Les multinationales européennes- en particulier BP, Royal Dutch Shell, Total, ENI, BASF, Statoil y Repsol- ont dominé le marché Libyen. Les gigantesques multinationales pétrolières des USA étaient exclues de ces accords lucratifs. La Chine a acheté une quantité croissante de pétrole produit par la Corporation nationale de pétrole de Libye et a construit un petit oléoduc en Libye .

Les immenses bénéfices qu'ils pourraient obtenir avec le contrôle du pétrole et du gaz naturel de Libye sont le motif de l'appel de plus en plus bruyant des médias US en faveur de l'intervention humanitaire pour sauver des vies »/

Manlio Dinucci, journaliste italien qui écrit dans le Manifesto d'Italie, expliquait le 25 février que si Kadhafi était expulsé du pouvoir, les USA pourraient démolir tout le marché des relations économiques et ouvrir le chemin aux multinationales basées aux USA qui, actuellement, sont totalement exclues de l'exploitation des réserves énergétiques en Libye. Ainsi, les USA pourraient contrôler le robinet des sources d'énergie desquelles dépend une grande partie de l'Europe et aussi l'approvisionnement de la Chine.

### **Antécédents de la Libye.**

La Libye a été une colonie italienne depuis 1911 jusqu'à la défaite de l'Italie à la seconde guerre mondiale. Les puissances impérialistes occidentales établirent dans la région depuis la guerre, des régimes qui furent appelés Etats indépendants mais qui étaient dirigés par des monarches nommés sans vote démocratique des peuples. La Libye devint un pays souverain seulement en apparence., mais qui était lié aux USA et à la Grande Bretagne par un nouveau monarque, le roi Idris.

En 1969, une vague de luttes anticoloniales mobilisa le monde colonisé, de jeunes officiers militaires nationalistes de mentalité panarabe déposèrent le roi Idris alors qu'il était en vacances en Europe. Le leader du coup d'Etat était Muammar Kadhafi âgé de 27 ans.

La Libye changea son nom et de Royaume de Libye devint la République arabe libyenne et ensuite la Grande Jamahiriya arabe de Libye populaire et socialiste.

Les jeunes officiers ordonnèrent la fermeture des bases US et GB en Libye, y compris la grande base aérienne Wheelus du Pentagone. Ils nationalisèrent l'industrie du pétrole et beaucoup d'intérêts commerciaux qui étaient sous contrôle impérialiste des USA et de la GB.

Ils réalisèrent de nombreux changements progressistes. La nouvelle Libye fit beaucoup de progrès économiques et sociaux. Les conditions de vie des masses s'améliorèrent radicalement . La majeure partie des besoins essentiels- aliments, logement, combustible, surveillance sanitaire et éducation – fut fortement subventionnée voire même devint gratuite. On utilisa les subsides comme la meilleure façon de redistribuer la richesse nationale.

La condition des femmes changea drastiquement . en 20 ans, la Libye gagna le premier rang de l'Afrique en ce qui concerne l'indice de développement humain.- un critère des Nations Unies en ce qui concerne l'espérance de vie, la réussite sur le plan éducationnel et les gains réels- Durant les années 60 et 80, la Libye fut connue internationalement pour ses fortes prises de position antiimpérialistes et son appui aux autres luttes révolutionnaires, du Congrès national africain en Afrique du Sud à l'organisation pour La libération de la Palestine et l'Armée républicaine irlandaise.

Les USA réalisèrent de nombreuses tentatives d'assassinat et de coups d'Etat contre le régime de Kadhafi et financèrent des groupes armés d'opposition comme le NSFL- quelques attaques étasuniennes furent flagrantes et ouvertes . par exemple, 66 avions de chasse US bombardèrent sans avertissement la capitale libyenne de Tripoli et sa seconde ville Bengasi, le 15 avril 1986. La maison de Kadhafi fut bombardée et sa petite fille mourut dans l'attaque ainsi que cinq autres personnes.

Durant les années 80 et 90 les USA réussirent à isoler la Libye grâce à de strictes sanctions économiques. Ils firent tout ce qu'ils pouvaient pour saboter l'économie et destabiliser le gouvernement.

### **Diabolisation de Kadhafi.**

C'est le peuple libyen, d'Afrique et du monde arabe qui doit évaluer le rôle contradictoire de Kadhafi, président du Conseil de commandement révolutionnaire de Libye. La population des USA, le centre d'un empire basé sur l'exploitation globale, ne devrait pas adhérer aux caractéristiques racistes, à la ridiculisation et la satanisation de Kadhafi qui saturent les médias .

Y compris si Kadhafi avait été tranquille et austère comme un moine et aussi soigneux qu'un diplomate, il aurait toujours été, en tant que président d'un pays africain riche en pétrole, préalablement sous-développé, haï, ridiculisé et diabolisé par l'impérialisme étasunien dans la mesure où il offrait une résistance à la domination étasunienne. Ce fut son véritable crime et c'est pour cela que les USA ne le lui ont jamais pardonné.

Il est important de signaler que jamais ils n'utilisent de termes dégradants et racistes contre des pions fidèles des USA ou des dictateurs, si corrompus ou implacables soient-ils avec leur propre peuple.

(...)

Sara Flounders

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=FLO20110306&articleId=23547>

---

---

## Paroles & action du président Kadhafi

### Kadhafi et la Ligue arabe acceptent le "plan Chavez"

Le président Mouammar Kadhafi et le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa ont approuvé le plan de règlement pacifique du conflit libyen proposé par le président vénézuélien Hugo Chavez, a annoncé jeudi la chaîne télévisée Al Jazeera, une information qui n'a toutefois pas été confirmée officiellement.

Selon la chaîne, Chavez s'est déjà entretenu par téléphone avec Kadhafi et Moussa et a obtenu leur consentement de principe pour la réalisation de son plan.

Ce plan prévoit notamment d'envoyer en Libye une mission de médiateurs de plusieurs pays d'Amérique latine, d'Europe et de Proche-Orient. Elle sera chargée de négocier avec les parties en conflit les voies permettant de trouver une sortie de crise afin d'empêcher une intervention militaire étrangère.

Hier, le colonel Kadhafi, intervenant à Tripoli devant ses partisans, a invité les Nations unies à envoyer en Libye une commission spéciale pour enquêter sur la situation dans le pays. Il a également adressé à l'Occident une sévère mise en garde contre toute intervention militaire dans le conflit libyen, en soulignant que dans ce cas "*le nombre de morts en Libye se chiffrerait par milliers*".

3 mars –

RIA Novosti

---

---

## 1 Politique Libyenne

### Sur le terrain

‘Mousar Ibrahim : La Libye fait face à une rébellion armée soutenue par les étrangers’.

Les manifestations contre le gouvernement libyen se sont transformées en rébellion armée soutenue par les pays étrangers, au lieu d'un mouvement pacifique, a déclaré le porte-parole du gouvernement libyen, Mousar Ibrahim, à Xinhua dans une interview exclusive accordée jeudi à Tripoli.

"Nous sommes en crise, aucun doute, mais pas comme le disent certains médias. Il y a 144 journalistes étrangers ici aujourd'hui, qui n'ont découvert aucune preuve de massacres ou de meurtres. Tout ce qu'ils ont trouvé, ce sont des cas individuels ici ou là, qui sont des rébellions armées contre le gouvernement", a souligné Mousar Ibrahim.

Les manifestations contre le gouvernement ont éclaté pour la première fois le 16 février à Benghazi, dans l'est du pays, pour demander la fin des 42 années de règne de Mouammar Kadhafi.

Les manifestations se sont transformées en des affrontements sanglants entre les troupes pro-Kadhafi et les manifestants antigouvernementaux dans plusieurs villes, tuant des centaines de personnes des deux côtés, selon le porte-parole.

"Ce ne sont pas des manifestants pacifiques mais des individus armés, dont beaucoup sont affiliés aux



groupes islamiques fondamentaux", a-t-il déclaré.

"Ils ont attaqué les bases militaires et les postes de police", a-t-il affirmé, ajoutant : "Ce n'est pas un mouvement pacifique pour apporter des changements politiques, mais une rébellion armée. Aucun pays du monde, quel que soit son système politique, ne le permettrait".

Par ailleurs, il a qualifié la résolution 1970 de l'ONU, qui impose un embargo sur les armes contre la Libye, d'une "des plus grandes blagues de l'histoire de l'ONU", ajoutant que l'organisation internationale devrait envoyer une mission d'enquête au lieu de prendre des décisions "basées entièrement sur les informations médiatiques".

Le gouvernement libyen a demandé à l'ONU et aux ONG de venir voir le pays de leurs propres yeux, a poursuivi l'officiel.

Par ailleurs, le porte-parole a accusé l'Occident de vouloir mettre la main sur "son pétrole"

A la fin de l'interview, Mousar Ibrahim a démenti les informations selon lesquelles le leader Mouammar Kadhafi a perdu le soutien des grandes tribus du pays.

Source: xinhua

---

## Des Canons ... pas du beurre

Porte-parole du gouvernement : La Libye fait face à la rébellion armée soutenue par les étrangers.

Les manifestations contre le gouvernement libyen se sont transformées en rébellion armée soutenue par les pays étrangers, au lieu d'un mouvement pacifique, a déclaré le porte-parole du gouvernement libyen, Mousar Ibrahim, à Xinhua dans une interview exclusive accordée jeudi à Tripoli.

*"Nous sommes en crise, aucun doute, mais pas comme le disent certains médias. Il y a 144 journalistes étrangers ici aujourd'hui, qui n'ont découvert aucune preuve de massacres ou de meurtres. Tout ce qu'ils ont trouvé, ce sont des cas individuels ici ou là, qui sont des rébellions armées contre le gouvernement"*, a souligné Mousar Ibrahim.

Les manifestations contre le gouvernement ont éclaté pour la première fois le 16 février à Benghazi, dans l'est du pays, pour demander la fin des 42 années de règne de Mouammar Kadhafi.

Les manifestations se sont transformées en des affrontements sanglants entre les troupes pro-Kadhafi et les manifestants antigouvernementaux dans plusieurs villes, tuant des centaines de personnes des deux côtés, selon le porte-parole.

*"Ce ne sont pas des manifestants pacifiques mais des individus armés, dont beaucoup sont affiliés aux groupes islamiques fondamentaux"*, a-t-il déclaré.

*"Ils ont attaqué les bases militaires et les postes de police"*, a-t-il affirmé, ajoutant : *"Ce n'est pas un mouvement pacifique pour apporter des changements politiques, mais une rébellion armée. Aucun pays du monde, quel que soit son système politique, ne le permettrait"*.

Par ailleurs, il a qualifié la résolution 1970 de l'ONU, qui impose un embargo sur les armes contre la Libye, d'une "des plus grandes blagues de l'histoire de l'ONU", ajoutant que l'organisation internationale devrait envoyer une mission d'enquête au lieu de prendre des décisions "basées entièrement sur les informations médiatiques".

Le gouvernement libyen a demandé à l'ONU et aux ONG de venir voir le pays de leurs propres yeux, a poursuivi l'officiel.

Par ailleurs, le porte-parole a accusé l'Occident de vouloir mettre la main sur "son pétrole"

A la fin de l'interview, Mousar Ibrahim a démenti les informations selon lesquelles le leader Mouammar Kadhafi a perdu le soutien des grandes tribus du pays.

Xinhua, 5 mars

---

## Les grandes manœuvres

Les manifestants font la chasse aux mercenaires africains.

Plusieurs de nos observateurs libyens rapportent que des mercenaires d'Afrique subsaharienne ont été appelés en renfort par le régime de Mouammar Kadhafi pour mater les manifestants. Des vidéos circulant sur Internet montrent que plusieurs de ces mercenaires supposés ont été capturés et lynchés par la foule.

*"L'envoi de mercenaires africains est une erreur stratégique de Kadhafi, car cela a poussé de nombreux policiers et soldats à retourner leurs armes contre le régime"*

Omar est un opposant libyen exilé à Londres. Il coordonne le mouvement Libyan Youth Movement, composé de jeunes vivant en Libye et à l'étranger, qui organise la contestation grâce aux réseaux sociaux.

Les manifestants ont filmé ces vidéos, non par sadisme, mais pour montrer au monde entier que Mouammar Kadhafi a recruté des mercenaires africains pour s'assurer que la répression soit radicale. Il y a une rumeur selon laquelle ils seraient payés 9 000 euros par Libyen tué [Certains sites libyens parlent de 30 000 dollars (22 000 euros) pour la mission, d'autres de 500 dollars par jour (370 euros)]. Ces rumeurs ne sont pas vérifiées *[/mais propageons-les donc gaiement - RM].* Ce qui est sûr, c'est qu'ils ne parlent pas l'arabe dialectal local. Ils parlent souvent anglais ou français.

Deux cadavres de supposés mercenaires africains sur le capot d'une voiture, à Al-Baïda.

Vidéo postée sur YouTube le 20 février.

Dans l'est du pays, ces mercenaires ont été chassés des villes par les manifestants avec le soutien de la police. Kadhafi a fait une erreur stratégique en les envoyant dans cette région. À Al-Baïda, à Derna ou à Benghazi, les policiers locaux ont des membres de leurs familles qui participent aux manifestations. Même au sein de l'armée, cela aurait causé de nombreuses désertions de soldats, notamment à Benghazi et à Syrte [La Fédération internationale des droits de l'Homme a confirmé lundi à l'AFP que plusieurs villes sont "tombées" aux mains des manifestants].

Aujourd'hui, bien qu'indépendantes et contrôlées par la population, ces trois villes sont encerclées par les mercenaires. L'une de mes sources à Benghazi m'a dit que certains ont été capturés par les manifestants. C'est comme ça qu'on sait qu'ils viennent du Tchad ou de Mauritanie, qu'ils portent un uniforme militaire et, parfois, un casque jaune. Ils sont habillés comme les soldats de Kadhafi, mais ils sont noirs."

France24,

21/02

<http://observers.france24.com/fr/content/20110221-libye-manifestations-kadhafi-benghazi-derna-al-baida-tripoli-mercenaires>

---

## 2 Politique des Usa

### Des Canons ... pas du beurre

#### Manlio Dinucci : Les canons de l' « opération humanitaire » arrivent

Le déploiement aéronaval étasunien et allié en Méditerranée se développe, pour la grande « *opération humanitaire* » en Libye. Tandis que le président Obama décidait l'utilisation d'avions militaires, officiellement pour rapatrier de Libye les émigrés égyptiens, le secrétaire à la défense Robert Gates a « *ordonné au Commandement Africa de prendre la direction de la planification de la défense concernant la situation en Libye* ». Ceci signifie que les opérations aéronavales vont être dirigées par le quartier général des Forces navales du Commandement Africa étasunien, à Naples, où se trouvent aussi les commandements des Forces navales étasuniennes et de la Force conjointe alliée, tous trois dans les mains du même amiral étasunien Sam J. Locklear III.

Dans le cadre de cette opération, le patrouilleur Libra de la marine italienne a levé l'ancre dans le port de Catane (Sicile) : équipé de canon OtoMelara et de mitrailleuses lourdes, officiellement pour apporter à Benghazi de la nourriture et des médicaments aux insurgés. Alors qu'est rentré au port le torpilleur lance-missiles Mimbelli, de retour d'une « *mission de secours humanitaire* » en Libye, armé de trois canons à tir rapide, 16 missiles Aspis, ainsi que fusées et torpilles. Prêts à partir, les navires amphibies San Marco et San Giorgio.

Unités modernes, disparaissant cependant face au navire d'assaut étasunien amphibie Kearsarge qui, flanqué du navire d'appui Ponce et du torpilleur lance-missiles Barry, se positionne actuellement devant les côtes de Libye, toujours pour l' «opération humanitaire ». Le Kearsarge est le plus grand des navires amphibies : long de 250 mètres, il a une double fonction : porte-avions pour des avions à décollage vertical et hélicoptères de combat, et, par ailleurs, doté de puissants véhicules de débarquement, capables de transporter à chaque fois jusqu'à 400 marines, chars d'assaut et autres véhicules de combat. Ces véhicules hovercraft, soutenus par un coussin d'air, se déplacent rapidement aussi bien sur l'eau que sur un terrain plat côtier. Le Kearsarge peut ainsi lancer une attaque massive par avions et hélicoptères et, simultanément, débarquer rapidement presque 2 mille marines.

Depuis le Détroit de Gibraltar, est en train de le rejoindre la frégate britannique Westminster, équipée de missiles (parmi lesquels les Sea Wolf et les Harpoon), canons à tir rapide et autres armements parmi les plus modernes qui soient, gérés par des systèmes électroniques de dernière génération. De France arrive, pour « évacuer les réfugiés », le porte-hélicoptères Mistral, escorté de la frégate Georges-Leygues. Le Mistral, qui opère comme navire de commandement et unité d'assaut amphibie, a à son bord 16 gros hélicoptères de combat (Tigre, Puma et Panthère), 13 chars d'assaut (lourds) et 500 commandos. Du Canada arrive sur les côtes libyennes la frégate Charlottetown et, de Corée du Sud, le navire de guerre Choi Young, qui a quitté l' « *opération anti-piraterie* » dans l'Océan Indien pour l' « *opération humanitaire* » en Méditerranée.

Devant cet imposant déploiement militaire, on se demande : si c'était une opération vraiment humanitaire, ne vaudrait-il pas mieux envoyer des navires civils, beaucoup plus adaptés pour le transport de personnes et de vivres, escortés par quelque unité militaire ? Pourquoi envoyer les plus gros navires d'assaut amphibie ? La réponse est simple : pour donner l'assaut à ce qui intéresse le plus : l'or noir libyen. L'histoire se répète. « *Des murs de Montezuma aux plages de Tripoli* » : c'est ainsi que commence l'hymne des marines qui, en 1805, débarquèrent en Libye soutenus par les canons de l'U.S. Navy.

Manlio Dinucci

6 mars 2011 : il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/06-Marzo-2011/art42.php3>

---

## 3 Pays Arabes & voisins

### Israël

## Israël vole au secours de son allié Khadafi.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Le cabinet Netanyahu a demandé à la société israélienne Global CST de secourir le régime ami du colonel Khadafi.

Global CST envisage de recruter et d'acheminer jusqu'à 50 000 mercenaires, ce qui paraît fort ambitieux.

Global CST a encadré les forces géorgiennes durant l'attaque de l'Ossétie du Sud, a organisé la libération d'Ingrid Betancourt prisonnière des FARC, et entraîne les forces spéciales péruviennes contre les guérilleros du Sentier lumineux.

Ex-nassérien, le colonel Khadafi s'est fait une spécialité durant de nombreuses années de jouer un tortueux double jeu, au risque de se mettre à dos les deux camps à la fois. Il tenait un discours ultra-radical contre l'impérialisme états-unien et le sionisme, tout en servant souvent leurs intérêts, notamment en liquidant sur commande certains de leurs principaux opposants (par exemple l'Irano-Libanais Moussa Sadr ou le Soudanais Abdel Khaleq Mahjoub).

Il n'a jamais entrepris aucune action contre Israël et s'est officiellement réconcilié avec Washington depuis 2003.

03-03

<http://www.voltairenet.org:80/article168711.html>

---

## 4 Les institutions

### Otan

#### Maurizio Matteuzzi : L'OTAN « étudie » l'option militaire

Ballons d'essai ou bourrasques de guerre humanitaire ?

« Les attaques contre les civils sont un crime contre l'humanité »,

« Nous sommes prêts à intervenir mais seulement sur mandat de l'ONU »,

« Si Kadhafi et son régime continuent à attaquer systématiquement la population civile, nous ne pouvons pas imaginer que la communauté internationale et l'ONU restent des spectateurs ».

Le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a lancé hier un avertissement très clair au Colonel libyen. Nous n'en sommes pas encore à la conférence de Rambouillet, février 1999, dont l'échec programmé amena l'intervention de l'OTAN contre la Serbie de Milosevic. Ni à celle de Tony Blair aux Communes, septembre 2002, sur les armes de destruction de masse de Saddam, « prêtes à être utilisées en 45 minutes » ou au discours du secrétaire d'Etat Colin Powell au Conseil de sécurité, février 2003, dans lequel il brandissait une éprouvette pleine de poudre blanche (l'« anthrax » du raïs irakien), qui servirent à faire avaler à l'ONU la guerre contre l'Irak. Mais l'évocation par Rasmussen d'une intervention humanitaire contre la Libye de Kadhafi est un signal, même si ce n'est plus maintenant Georges W. Bush qui est à la Maison Blanche mais un Barak Obama qui semble plus réticent à se jeter dans une nouvelle aventure dans la zone explosive (et pas seulement à cause du pétrole) de la Méditerranée, de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, mais qui s'est immédiatement placé hier aux côtés de Rasmussen : attention Kadhafi, « l'OTAN étudie l'option militaire ».

Signal inquiétant parce que les expériences précédentes montrent que quand la grande machine de la « guerre humanitaire » se met en marche, il s'avère ensuite difficile si ce n'est impossible de l'arrêter.

Pour ce qu'on peut voir et comprendre de la situation depuis Tripoli, le régime de Kadhafi est, du moins dans cette phase, très attentif à éviter des attaques « systématiques » contre les civils. Par exemple, la bataille acharnée pour le contrôle de Az Zaywah, ville qui est à une cinquantaine de Kms de la capitale -unique centre conquis par les insurgés à l'ouest de Tripoli- semblait se conclure dimanche par le retour aux mains des gouvernementaux avec un bilan probable, selon des témoins oculaires, de 13 insurgés et 4 gouvernementaux tués. Et l'offensive des forces kadhafistes sur Ras Lanouf, en Cyrénaïque, pour arrêter l'avancée des insurgés de l'est vers la partie occidentale du pays, a continué hier avec un raid aérien qui aurait fait trois victimes.

Contrôler la véracité de ces nouvelles et des ces chiffres est pratiquement impossible parce que la guerre entre les deux Libye, en plus du terrain, se déroule aussi sur celui de la propagande. D'où viennent ces nouvelles -le plus souvent venues de l'extérieur- est une chose impossible à vérifier pour qui est ici, d'un côté ou de l'autre du front. Tout au plus peuvent-elles paraître vraisemblables et possibles ou improbables et sans fondements.

Entrent dans ce décompte deux voix qui ont circulé ici hier, diffusées par deux journaux arabes imprimés à Londres : celle de al-Sharq al-Awsat selon qui Kadhafi aurait proposé son exil au Conseil national de Bengazi en échange de l'impunité pour lui et sa famille (paroles apparemment sans fondements) ; et l'autre venant de Libya al-Youn d'après qui un cadavre décapité trouvé dans une ville de Cyrénaïque contrôlée par les insurgés serait celui de Abdullah al-Senoussi, le puissant chef des services de renseignements militaires de Kadhafi (improbable mais sait-on jamais).

Au-delà de la guerre sur le terrain et de celle psychologique avec leurs côtés obscurs, certains éléments sont clairs et avancent sur deux voies. La première est l'offensive militaire des forces kadhafistes, qui ne semble cependant pas être une offensive à outrance mais plutôt destinée à faire pression sur les insurgés en évitant des attaques indiscriminées qui pourraient faire précipiter la situation internationale et saboter la deuxième voie sur laquelle semble avancer Kadhafi : la voie diplomatique.

Hier le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a nommé comme envoyé spécial en Libye l'ex-ministre des affaires étrangères jordanien Kadhafi Al-Khatib ; et est arrivée ici à Tripoli la première mission Ue, conduite par l'italien Agostino Miozzo : officiellement pour vérifier la situation des citoyens de l'Union mais peut-être aussi pour observer un peu ce qui se passe et donner quelques signaux. La semaine prochaine on attend une délégation des pays de l'Alba, le groupe de pays initié par Chavez, pour voir si la proposition du président vénézuélien de former une commission internationale (peut-être conduite par l'ex-président Lula da Silva) a quelque chance ou si c'est pur velléitarisme.



Kadhafi qui s'est beaucoup plaint jusqu'ici d'avoir été condamné par l'opinion publique internationale et puni avec les sanctions du Conseil de sécurité de l'Onu sur la seule base de « *rapports des media* », devrait être satisfait d'accueillir ces visiteurs. Le ministre des affaires étrangères libyen Moussa Kusa a immédiatement donné son accord pour l'arrivée prochaine d'une équipe des Nations Unies qui devra vérifier la véracité des accusations et des horreurs dénoncées. Enfin.

Maurizio Matteuzzi

Edition de mardi 8 mars 2011 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/08-Marzo-2011/art37.php3>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

---

## Commission Européenne

### Libye: un commissaire européen prend ses distances avec la position de l'UE

Le commissaire européen maltais John Dalli a défendu samedi ses propos tenus la veille dans son pays, où il a refusé de demander le départ du pouvoir de Mouammar Kadhafi, se démarquant ainsi de la position officielle de l'UE.

M. Dalli, 62 ans, qui dans le passé a étroitement travaillé avec la Libye pendant de nombreuses années en tant qu'homme d'affaires, avait déclaré vendredi au cours d'un forum économique maltais qu'il ne pensait "pas avoir le droit, pas plus que quiconque, de se prononcer sur le fait de savoir si Kadhafi doit démissionner".

"Je pense qu'il appartient à Kadhafi de prendre ses propres décisions", a déclaré M. Dalli, commissaire chargé de la Santé et de la protection des consommateurs, se voulant conciliant à l'égard de celui qui depuis près de 42 ans dirige d'une main de fer la Libye: "je pense que Kadhafi a fait une première tentative de conciliation" en proposant de négocier avec les insurgés.

John Dalli a également apporté du grain à moudre à la thèse du colonel Kadhafi selon laquelle des forces extérieures à la Libye ont manipulé et exagéré l'importance des manifestations de protestation dans son pays, à l'intention des médias étrangers.

"Il y a des fois où le doute s'installe lorsqu'on voit des gens parlant parfaitement l'anglais être portés par un groupe de personnes pour leur donner l'allure d'une foule", a dit le commissaire. "Je me demande s'il n'y a pas des images qui sont créées pour les journalistes", a-t-il ajouté, cité par des médias maltais.

Ces propos sont largement en contradiction avec la position adoptée par l'UE et en particulier par le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

Ce dernier a clairement appelé cette semaine le colonel Kadhafi à quitter le pouvoir. "Il est temps qu'il parte et qu'il rende le pays à la population libyenne, afin de permettre aux forces démocratiques de tracer un avenir", avait dit M. Barroso mercredi, qualifiant la situation en Libye d'"atroce".

Le porte-parole de M. Dalli, Frédéric Vincent, interrogé par l'AFP samedi, a défendu les propos du commissaire en les qualifiant de "commentaires personnels" sur un pays qu'il connaît bien, "ce n'est pas un secret", et qui ne doivent "pas être confondus avec des convictions profondes".

M. Dalli a aussi déclaré à Malte qu'une solution devait être trouvée "qui respecte les droits de l'Homme", a fait valoir son porte-parole, "ce qui est parfaitement conforme avec les valeurs de la Commission".

"En ajoutant certains commentaires personnels --devant un auditoire à Malte qui, il faut s'en souvenir, est un voisin très proche (de la Libye)-- il a simplement fait ce que font des millions de personnes dans le monde", a encore dit M. Vincent.

Les propos de John Dalli, qui fut ministre des Finances et des Affaires étrangères dans son pays, sont potentiellement embarrassants car il a pendant longtemps fait des affaires avec la Libye.

Entre 2004 et 2008, il a notamment dirigé une société de conseil facilitant les investissements maltais en Libye, avec un bureau à Tripoli, qui appartient aujourd'hui à sa famille. Il fut aussi de 1987 à 2004, pratiquement sans interruption, à la tête d'une commission spécialisée dans les relations entre Malte et la Libye, à une période où Tripoli était soumis à des sanctions internationales.

06/03/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=21&frid=21&eid=5613>

---

## 5 Les Pays

Europe

1 UK

### BP a suspendu ses achats de pétrole.

British Petroleum (BP), le plus gros groupe pétrolier britannique ne fait actuellement aucune transaction pour acheter du pétrole libyen, a annoncé son PDG, Robert Dudley, cité mercredi par les médias occidentaux.

Robert Dudley a souligné que son groupe surveillait étroitement l'évolution de la situation sur le marché

mondial du pétrole et que l'instabilité provoquée par les désordres en Libye était contrebalancée par une augmentation de la production des pays de l'OPEP.

Le PDG a noté que les Emirats arabes unis, le Koweït et l'Arabie saoudite avaient déjà accrus leurs volumes de production d'or noir.

Depuis plusieurs jours, les principaux groupes pétroliers et les banques ont suspendu leurs achats de pétrole libyen en raison des sanctions économiques internationales décrétées contre ce pays.

Selon The Wall Street Journal, la banque Morgan Stanley, le groupe pétrolier ConocoPhillips Co. et le géant énergétique Exxon Mobil Corp, tous trois américains, ont suspendu leurs achats de pétrole en Libye.

Le quotidien financier américain précise que si la Libye produisait 1,6 millions de barils de pétrole par jour avant les désordres, sa production actuelle a baissé de deux tiers, faisant perdre chaque jour à la Libye près de 100 millions de dollars.

09/03/2011

<http://fr.rian.ru/>

---

## 5 Russie

### Dmitri Babitch : La Libye, catalyseur des relations Russie-UE

Apparemment, les événements en Libye sont en train de devenir un puissant catalyseur de l'amélioration des relations entre la Russie et l'Union européenne, du moins en termes de relations économiques.

Jugez par vous-mêmes.

Après une longue interruption, les discussions sur l'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avant 2012 ont repris. Et ce n'est plus le chef de la délégation russe Maxim Medvedkov, mais les patrons du milieu des affaires européen qui en font l'annonce.

Le président de la Commission européenne Jose Manuel Barroso a fait preuve d'une extraordinaire tolérance face aux dures remarques du premier ministre russe Vladimir Poutine lors de leur récente rencontre à Bruxelles.

Rappelons que l'invité russe a qualifié le troisième paquet énergétique de l'UE, qui oblige Gazprom à faire participer des partenaires supplémentaires étrangers inutiles, de "confiscation des biens." Toute allusion à l'ingérence gouvernementale dans les droits de propriété dans l'Europe contemporaine est considérée comme une accusation très grave. Néanmoins, cette fois M.Barroso n'a pas riposté aux propos caustiques de Poutine, mais a déclaré que l'UE comprenait les préoccupations de la Russie et allait tenter d'accéder à sa volonté.

Que ce passe-t-il?

Bien sûr, il n'est pas question de l'abandon par les représentants de l'Union européenne de leur vision de la Russie contemporaine, une opinion totalement négative, remplie de stéréotypes de la rhétorique antisoviétique obsolète.

Tout simplement la menace de la suspension des approvisionnements en hydrocarbures en provenance de Libye, et à l'avenir d'Algérie et d'Egypte, a dégrisé les "eurocrates." Des coups aussi durs contraignent les cerveaux occultés par l'idéologie rigoureusement fautive des membres de la Commission européenne à reconnaître la réalité. Lorsqu'en Libye on bombarde les manifestants, et que Kadhafi menace de détruire les sites pétroliers occupés par les rebelles, toutes les discussions au sujet d'un "embargo énergétique" en provenance de la Russie "hostile à la démocratie" paraissent ce qu'elles sont: une absurdité. En effet, la Russie voudrait recevoir plus d'argent ou d'actifs économiquement intéressants pour ses hydrocarbures, où qu'ils soient fournis, en Allemagne, en Ukraine ou même en Biélorussie, alliée de la Russie. Mais pour cela la Russie n'a pas l'intention de faire du "chantage" à qui que ce soit, bien que la presse européenne en parle depuis une quinzaine d'années. Aujourd'hui, lorsque l'UE est confrontée à un véritable chantage de Kadhafi qui, contrairement à la Russie, n'a pas été victime de discrimination européenne depuis quelques années, les porte-paroles idéologiques de l'Union européenne ont dû revenir à la réalité oubliée depuis longtemps.

"Les conflits de transit avec l'Ukraine ont été entièrement réglés, les conflits de transit avec la Biélorussie ne sont possibles que sous la forme de prises de bec mutuelles intermittentes; la construction du gazoduc Nord Stream progresse et prochainement renforcera le soutien de l'UE par le gaz russe."

Aujourd'hui, ce résumé des relations économiques entre la Russie et l'Union européenne est fait par le porte-parole bruxellois de l'UE New Europe. Le journal se permet même de parler de South Stream, longtemps ignoré par l'UE, dans un contexte positif: "South Stream, dont la fin de la construction est bien plus plausible que Nabucco qui bat de l'aile, fournira à l'Europe 33 milliards de mètres cubes de gaz supplémentaires. Et étant donné que le gaz de schiste s'est avéré une alternative bien moins abordable pour l'UE qu'il n'avait semblé, la compétition des prix du gaz de schiste en provenance des pays de l'UE et du gaz naturel en provenance de Russie est peu probable à court terme."

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les Etats-Unis aient également décidé de prendre en compte les intérêts des alliés européens et ont activé les négociations concernant l'adhésion de la Russie à l'OMC. (La Secrétaire d'Etat adjoint Judith McHale a qualifié l'adhésion de la Russie à l'OMC de "priorité" pour les Etats-Unis lors du forum russo-américain à Boston). C'est d'autant plus important qu'auparavant les Etats-Unis étaient le principal obstacle à l'adhésion de la Russie à cette organisation.

"La stratégie américaine jusqu'à dernièrement consistait à donner la préférence à l'Ukraine. Au final, l'Ukraine a adhéré à l'OMC plus tôt [que la Russie]", a déclaré une source du siège de l'OMC à Genève. Notons que l'adhésion de l'Ukraine à l'OMC n'a pas protégé l'Ukraine de la paupérisation et de l'augmentation des prix des services publics: l'adhésion à l'OMC profite aux économies puissantes, ouvertes à leurs voisins. Pendant la présidence de Iouchtchenko (ancien président) et de Timochenko (ancienne première ministre), l'Ukraine ne faisait pas partie de telles économies.

Aujourd'hui, la tâche de la Russie consiste à utiliser la conjoncture favorable à l'intensification des relations avec l'UE pour obtenir l'ouverture des marchés européens aux produits russes et pour se joindre aux alliances économiques, auxquelles on lui

fermait l'accès auparavant. Très prochainement, la conjoncture pourrait encore changer. Bien sûr, défavorablement pour la Russie.

Dmitri Babitch,

05/03/2011

RIA Novosti

---

## La Russie et l'Arabie saoudite refusent toute ingérence.

La Russie et l'Arabie saoudite sont opposées à une ingérence étrangère, tant politique que militaire, en Libye, qui ne pourrait qu'aggraver la situation, rapporte jeudi, dans un communiqué, le ministère russe des Affaires étrangères.

Le document a été publié à l'issue d'un entretien à Moscou entre Alexandre Saltanov, représentant spécial du président russe pour le Proche-Orient et vice-ministre russe des Affaires étrangères, et Ali Hassan Jaafar, ambassadeur d'Arabie saoudite en Russie.

*"Les interlocuteurs ont échangé leurs vues sur la situation dans le monde arabe et notamment en Libye. Ils ont insisté sur la préoccupation de la Russie et de l'Arabie saoudite au sujet de l'aggravation de la confrontation dans ce pays et de l'escalade de la tension dans la région. Les parties ont indiqué que des tentatives d'ingérence extérieure en Libye ne pourraient que compliquer les problèmes auxquels le peuple libyen était confronté à présent"*, lit-on dans le communiqué de la diplomatie russe.

Depuis le 15 février dernier, le régime de Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis 42 ans, vacille sous la pression de violentes manifestations. Selon les ONG, les autorités répriment cruellement ce soulèvement populaire. On parle déjà de 6.000 victimes dans les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, épaulées par des mercenaires africains à la solde du colonel Kadhafi.

De nombreux Etats rapatrient leurs ressortissants pris au piège des violences en Libye, alors que les Etats-Unis regroupent leurs forces navales et aériennes dans la région.

3 mars –

RIA Novosti

---

---

## 6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

### 6-1 Vidéo : Hugo Chavez propose une issue pacifique pour la Libye.

[http://www.youtube.com/watch?v=5umYBMucRPg&feature=player\\_embedded#at=121](http://www.youtube.com/watch?v=5umYBMucRPg&feature=player_embedded#at=121)

---

### 6-2 Corruption en Libye : Les journalistes "indépendants" et autres "envoyés spéciaux" peuvent être achetés par des liasses de billets.

Maintenant que vous savez que les prétendus "révoltés" de Benghazi ont plein de fric, demandez-vous d'où il provient. De la CIA ou du Mossad ?

Maintenant que vous savez que les journalistes "indépendants" et autres "envoyés spéciaux" peuvent être achetés par des liasses de billets, vous savez par la même occasion que vous ne pouvez plus leur faire confiance.

Mais, cette histoire d'achat de journalistes à Benghazi m'en rappelle une autre, qui s'est passée à Guernica en 1937.

À Guernica, l'on n'acheta pas les journalistes, on les menaça ...

Pour voir la vidéo, cliquer ci-dessous : <http://mai68.org/spip/spip.php?article2367>

« Le 29 avril, vers midi, les Franquistes entrent dans Guernica et font visiter, sous bonne escorte, les ruines de la ville aux correspondants de presse étrangers. Les articles de ceux-ci sont soumis à censure. Sous la menace des mitraillettes, tous envoient dans leurs pays respectifs des articles expliquant comment et pourquoi les anarchistes ont brûlé Guernica ! »

La dictature franquiste se fonda sur le mensonge de Guernica.

Dans l'est de la Libye, à Benghazi, c'est la même technique, à part qu'au lieu de menacer les journalistes, on les achète.

Vous pourrez constater que c'est la même Caroline Mier qui fit quelque temps après une horrible propagande anti-Kadhafi dont il est facile de prouver qu'elle est mensongère :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article2352>

---

---

## 7 Les brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

## 7-1 Le plan de Chavez soutenu par ses alliés latino-américains’.

Sans surprise, les alliés d’Hugo Chavez ont apporté leur soutien au plan de médiation du président vénézuélien dans la crise libyenne. Les ministres des Affaires étrangères de l’ALBA, l’Alternative bolivarienne pour les Amériques, se sont réunis pour étudier la proposition vénézuélienne qui entend “éviter une intervention militaire de l’Otan”.

*“Après un tour d’horizon de la situation internationale, les représentants des pays membres de l’ALBA ont exprimé leur rejet des intentions interventionnistes qui menacent le peuple libyen”, a dit Hugo Chavez, “avec comme but principal, l’appropriation de ses ressources naturelles”.*

Cette initiative a très peu de chance d’aboutir. Elle est rejetée par l’opposition libyenne, et la plupart des pays occidentaux, les Etats-Unis, notamment, dont deux bâtiments de guerre ont accosté vendredi en Crète. Une arrivée qui n’est pas du goût de tous. *“Une fois encore, il est clair que les impérialistes n’hésitent pas à faire couler le sang pour leur profit”,* s’insurge cette manifestante grecque. *“Personne ne croit qu’ils veulent défendre les droits de l’Homme. Ce sont les mêmes qui supportaient le régime de Kadhafi qui le condamnent aujourd’hui, et c’était la même chose en Egypte”.* Pour l’heure, le déploiement de force se veut à but humanitaire. L’OTAN a souligné qu’aucune action militaire n’était envisagée, tout en disant se préparer à toute éventualité

Euronews,

5/3

<http://fr.euronews.net/2011/03/05/libye-le-plan-de-chavez-soutenu-par-ses-allies-latino-americains/>

---

## 7-2 Manlio Dinucci : Avant d’envoyer dollars et fusils le Pentagone va faire passer « l’examen » aux insurgés...

Faisant référence aux rebelles libyens qui se battent contre Kadhafi, le porte-parole de la Maison Blanche Jay Carney a déclaré : « La possibilité de les armer, de leur fournir des armes, est une des options que nous sommes en train de considérer ».

Mais, a-t-il ajouté, si nous choisissons cette option nous devons être « bien informés » et conscients de « ce que nous essayons de réaliser ». Washington -explique le New York Times- est très attentif à ne pas jeter des armes dans un conflit qui implique « des groupes sur lesquels l’intelligence est limitée ». Il serait « prématuré », a dit Carney ironiquement, d’« envoyer une cargaison d’armes à une boîte postale en Libye ».

De ce fait, « nous sommes en train d’utiliser de nombreux canaux pour contacter des groupes et individus de l’opposition, pour en savoir plus sur les objectifs qu’ils poursuivent, sur ce qu’ils veulent ».

En d’autres termes : les différents groupes qui participent à la rébellion sont soumis à une sorte d’examen par des agents de la Cia et des fonctionnaires étasuniens, évidemment déjà au travail en Libye. Ceci est confirmé indirectement par Mustapha Abd al Jalil (ex ministre de la justice de Kadhafi, aujourd’hui président de l’organe politique des rebelles), qui a parlé de contacts avec des représentants étasuniens. Le but de l’examen est d’établir quels rebelles sont fiables et lesquels ne le sont pas. Le résultat, si les rebelles arrivaient à renverser Kadhafi ou si c’est l’OTAN qui le fait, étant que les groupes que Washington considère fiables auront le pouvoir en main avec la force des armes et de l’entraînement reçus du Pentagone”.

Manlio Dinucci

---

---

## 8 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

### 8-1 Les Forces Spéciales des Etats-Unis ont (aurait ?) débarqué en Libye pour entraîner les anti-Kadhafi.

Les Forces Spéciales des Etats-Unis ont débarqué en Libye pour entraîner les rebelles anti-Kadhafi pour un coup d’état appuyé par l’occident dans les environs du pays riche en pétrole, avec des "assistant pour la défense" Français et Anglais également débarqués pour établir des camps d’entraînement dans la région orientale du pays, sous contrôle des rebelles. Selon une information du journal "Pakistan Observer", des centaines de membres du personnel des Forces Spéciales des Etats Unis, de Grande Bretagne et de France sont arrivés les 23 et 24 février "dans des navires de guerre américains et français et des petits canots dans les ports libyens de Benghazi et de Tobruk".

Le reportage affirme que l’information a été confirmée par un diplomate Libyen de la région : "Les trois pays occidentaux ont débarqué leurs troupes des Forces Spéciales en Cyrénaïque et sont actuellement en train de créer leurs bases et centre d’entraînement", dans l’intention de renforcer les rebelles qui résistent à la milice de Kadhafi dans les environs.

"Les forces occidentales se préparent à établir des bases d’entraînement pour des milices locales pour un contrôle effectif de la région riche en pétrole et contrecarrer toute pression des forces en faveur de Kadhafi depuis Tripoli" indique l’information. Par ailleurs, les efforts pour "neutraliser" l’Armée de l’Air Libyenne sont en route, dans l’intention de faire obstacle aux possibilités de Kadhafi de gouverner depuis Tripoli s’il parvient à rester au pouvoir.

La Marine américaine a aussi confirmé que le porte-avion USS Enterprise, lequel était auparavant en service contre les



"pirates" face aux côtes de Somalie, se dirige maintenant vers la Libye, pendant que la tension monte. La secrétaire d'Etat Américaine Hillary Clinton a admis publiquement pour la première fois le 28 Février que les Etats-Unis se préparaient à soutenir les rebelles anti-gouvernement, malgré les avertissements de Hafiz Ghoga, porte-parole du récent Conseil National de Libye dans la ville orientale de Benghazi contrôlée par les rebelles, disant qu'aucune "intervention étrangère" ne serait bienvenue.

"Le restant de la Libye sera libéré par le peuple... et les forces de sécurité de Kadhafi seront éliminées par le peuple de Libye", a exprimé Ghoga au cours d'une conférence de presse.

Pendant ce temps, l'ex représentant européen pour le groupe Carlyle et ex premier ministre britannique John Major a décidé en dernier d'ajouter sa voix au chœur croissant de ceux qui appellent à une intervention militaire pour renverser Kadhafi. Major appuie "les autres leaders occidentaux qui sont sur le point de donner l'ordre d'actions militaires contre Mouamar Kadhafi de crainte que le président Libyen n'utilise des "armes chimiques" contre son propre peuple" informe "The Telegraph".

Le premier ministre Britannique actuel, David Cameron, a, lui aussi, été occupé à préparer un scénario pour un coup d'état soutenu par l'occident, en demandant une zone d'exclusion aérienne sur le pays.

"Si le colonel Kadhafi utilise la force militaire contre son propre peuple, le monde ne peut rester en dehors. C'est pourquoi nous devrions rechercher une zone d'exclusion aérienne", a dit Cameron. Le chancelier Russe, Serge Lavrov, a critiqué l'idée d'une zone d'exclusion aérienne comme étant "superflue", en même temps qu'il faisait part de son appui aux sanctions soutenues par l'ONU.

Vendredi, quarante néo conservateurs influents ont signé une lettre à Barack Obama, exhortant le président à préparer "immédiatement" une action militaire pour renverser Kadhafi.

Tout changement de régime qui aura lieu avec l'aide des pays occidentaux fournira un accès plus profond à un pays qui possède les plus grandes réserves de pétrole d'Afrique et est le dixième plus grand du monde, avec des réserves de production d'environ 66 ans.

05/03/2011

<http://nasr-mogawama.blogspot.com/2011/03/les-forces-speciales-des-etats-unis-ont.html>

---

## 8-2 Manlio Dinucci : Le Pentagone « repositionne » les forces navales et terrestres.

Opération Libye en préparation.

« Les Etats-Unis sont en train de déplacer leurs forces navales et aériennes dans la région » pour préparer « leur gamme complète d'options » à l'égard de la Libye : c'est ce qu'annonce hier (mardi 1er mars) le porte-parole du Pentagone, colonel de marines Dave Lapan. Il a ainsi dit que « c'est le président Obama qui a demandé aux militaires de préparer ces options », car la situation en Libye empire. Les militaires ont donc commencé « la phase de planification et préparation » pour une intervention en Libye. Les stratèges du Pentagone travaillent à plusieurs plans spécifiques, en fonction desquels a commencé le « repositionnement des forces » de façon à avoir la plus grande flexibilité pour mettre en acte n'importe quelle option.

Dans ce cadre, le porte-avions nucléaire USS Enterprise, envoyé dans le Golfe d'Aden officiellement pour des opérations anti-piraterie, a commencé à remonter la Mer Rouge pour traverser le Canal de Suez et se placer devant les côtes libyennes. Même déploiement pour le navire amphibie de débarquement USS Kearsarge, avec à son bord une escadrille d'hélicoptères d'attaque et 2 mille marines. Une première option pourrait être l'imposition d'une « no-fly zone » sur la Libye : les chasseurs étasuniens et d'autres pays de l'OTAN empêcheraient tout avion de décoller pour survoler le territoire libyen, en l'abattant s'il le faisait. Cette mesure, dont la motivation officielle serait d'empêcher les chasseurs de Kadhafi de frapper les rebelles, isolerait, en pratique, la capitale. Une autre mesure, qui pourrait être mise en œuvre en même temps, serait d'interrompre toutes les télécommunications entre la capitale et le reste du pays. On prépare simultanément une troisième option : le débarquement de forces en Libye, officiellement pour ouvrir « des couloirs humanitaires ».

Les opérations aéronavales sont dirigées par le Commandement des forces navales USA en Europe, à Naples, où se trouvent aussi le quartier général des forces navales du Commandement Africa et celui de la Force conjointe alliée. Les trois commandements sont dans les mains du même amiral étasunien Sam J. Locklear III. Un rôle important revient aussi à la base aéronavale de Sigonella (en Sicile), d'où opère depuis longtemps une force spéciale étasunienne pour des missions secrètes en Afrique. Mais c'est tout le réseau des bases USA/OTAN en Italie, Sixième flotte comprise, qui est en état d'alerte pour « la gamme complète des options ». C'est ce qu'a confirmé le secrétaire étasunien « à la défense » (guillemets de la traductrice) Robert Gates, dans une interview au Wall Street Journal et au Weekly Standard : à propos de l'imposition d'une no-fly zone sur la Libye, il a déclaré que « la France et l'Italie ont les structures qui permettraient de mettre en acte l'opération plus rapidement ».



Ce que serait la couverture politique de l'opération, c'est la secrétaire d'Etat Hillary Clinton qui l'a anticipé. Dans une intervention depuis la base aérienne d'Andrews, elle a annoncé que les Etats-Unis sont en train de prendre « *des contacts avec de nombreux Libyens qui s'organisent dans la partie orientale du pays, tandis que la révolution avance vers l'ouest* ». Ceci confirme indirectement les informations, provenant de diverses sources, que « *des conseillers* » étasuniens et OTAN sont déjà au travail chez les rebelles. Le feu vert à l'imposition d'une « no-fly zone » et au débarquement de forces USA/OTAN en Libye serait donné à la demande des rebelles eux-mêmes ou d'un « *gouvernement provisoire* », dirigé par quelque notable qui ait quitté intempestivement la barque du raïs pour passer sur celle des rebelles.

Ce qui apparaît ressemble à un plan de « *balkanisation* » de la Libye, qui exploite le mécontentement et la haine évidente pour le chef et son clan accumulés chez une partie de la population et, donc, la lutte de ceux (surtout des jeunes) qui se battent sincèrement pour la démocratie et la justice sociale. Un plan, conçu à Washington, qui ne prévoit pas d'éteindre les flammes de la guerre civile, mais de les alimenter pour affaiblir ultérieurement la Libye. La mise est claire : le contrôle des précieuses réserves énergétiques libyennes. Le mot « *révolution* » dans la bouche de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton devrait résonner comme un signal d'alarme quant au type d' « *assistance* » qu'elle offre « *à quiconque désire la recevoir des Etats-Unis* ».

### Manlio Dinucci

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Edition de mercredi 2 mars 2011 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/il-manifesto/in-edicola/numero/20110302/pagina/05/pezzo/298325/>

---

## 8-3 Robert Fisk : « Les Américains ont demandé aux Saoudiens d'aider les rebelles libyens » ...

Selon le célèbre journaliste britannique Robert Fisk, les États-Unis qui s'efforcent de ne pas s'impliquer en Libye auraient demandé à l'Arabie Saoudite d'armer les révolutionnaires dans ce pays.

Dans sa chronique hebdomadaire publiée dans « The Independent », Fisk révèle que cette demande est top secret, sans préciser d'où il l'a prise. D'après lui, le roi Abdallah qui éprouve de l'aversion à l'encontre du leader libyen pour avoir tenté de l'assassiner l'an dernier n'a toujours pas répondu.

L'auteur soutient que la demande de Washington est compatible avec l'histoire de la coopération militaire américaine avec le royaume. Il a souligné que l'Arabie saoudite est toujours le seul allié arabe qui bénéficie d'un emplacement stratégique et la capacité de fournir les rebelles libyens en armes.

Le journaliste britannique considère que l'aide saoudienne permettra à Washington de paraître impliqué militairement dans la révolution, quand bien même les armements seront américains, tout en étant payés par les Saoudiens.

« on a rapporté aux Saoudiens que les rebelles libyens avaient besoin de missiles anti chars et d'obus de mortiers particulièrement indispensables pour affronter les blindés des forces loyales à Kadhafi, et des missiles sol-air pour abattre les avions qui les bombardent », indique le journal.

Il a ajouté que « si les insurgés pouvaient continuer à lancer des attaques contre les forteresses de Kadhafi à l'ouest de la Libye, la pression politique sur l'Amérique et l'OTAN, du moins celle provenant des membres du Parti républicain au Congrès américain pour imposer zone d'exclusion aérienne sera réduite ».

Dans cette zone, expliquent des planificateurs interrogés par Fisk, il serait nécessaire de mener des raids aériens américains contre les bases des missiles anti aériens, ce qui veut dire que Washington entrera en guerre aux côtés des opposants de Kadhafi.

Fisk précise que les avions de surveillance britanniques de type Awacs sont d'ores et déjà en action et planent autour de la Libye, tout en maintenant un contact permanent avec la tour de contrôle de Malte pour lui demander le parcours des avions libyens. Dont entre autre les avions qui ont quitté la Libye durant les dernières 48 heures pour se rendre en Jordanie, avant d'y retourner avant ce début de semaine.

Selon lui, si l'Arabie saoudite approuve la demande américaine de dépêcher des armements aux rebelles libyens, il sera impossible au président américain de condamner un recours à la violence contre les chiites saoudiens dans les régions du nord-est du royaume.

08/03/2011

<http://www.almanar.com.lb>

---

## 8-4 Robert Fisk : Pour les Etats-Unis la guerre a déjà commencé en Libye.

Commentaire de Danielle Bleitrach.

Le journal Britannique The Independent a publié des informations du reporter Robert Fisk qui révèle la manière dont dans les 48 heures les Etats-Unis prétendent fournir toutes les armes nécessaires aux

insurgés libyens, et le même journal montre que déjà l'aviation nord-américaine a placé sous contrôle avec l'aide de Malte l'espace aérien libyen? Il est assez étonnant de voir la presse française traiter Kadhafi de fou parce qu'il dénonce l'attitude des Etats-Unis et celle de la France qui a envoyé Bernard Henri Levy puis Juppé en reconnaissance officielle d'un Conseil National de l'opposition. Ce Conseil National a pour le moment comme seule base de crédibilité l'unique fait que l'ancien ministre de la justice de Kadhafi s'en est autoproclamé le dirigeant avec la bénédiction des Etats-Unis.

Que l'on prenne position pour l'ingérence, voir la guerre pour des intérêts bien évidemment pétrolier est déjà une énormité mais que l'on désigne comme fou celui qui dénonce une telle intrusion est au-delà de l'imaginable en matière de droit. Les médias ont chauffé à blanc l'opinion publique occidentale qui est capable de ce fait d'accepter de voir son pays sans aucun mandat de ses citoyens conduire ce qu'on peut considérer en matière de droit international comme de la piraterie et une agression que rien ne justifie si ce n'est une vision hypocrite de la morale de ces pays qui sont les pourvoyeurs d'armes de tous les camps et prétendent intervenir comme juge.

On peut se demander au nom de quoi les Occidentaux se considèrent-ils comme au-dessus de toute légalité internationale, jouant à la fois le rôle de juge, de policier et de gangster, ce qui est le propre de la mafia? Que l'on ne se fasse pas d'illusion c'est en ces termes que l'essentiel de la planète juge nos pays. Nous citoyens français portons la responsabilité des actes fascistes de nos gouvernants.

Etonnez vous qu'un nombre grandissant de français soient prêts à se donner comme président des fascistes quand on les habitue à se conduire comme tel au plan international. Ce qui est vrai également aux Etats-unis où désormais l'extrême-droite républicaine a pris en otage le président démocrate. Rien ne sert de se lamenter sur le fait que le fascisme gagne les esprits quand le citoyen français perd à ce point le respect de son image dans le monde en contribuant aux pires aventures.

Londres, 7 mars – Le journal britannique The Independent dans un article du 7 mars signé par Robert Fisk soutient que les Etats-Unis ont demandé à l'Arabie Saoudite de livrer des armes aux insurgés de Benghazi, en Libye, mais jusqu'à aujourd'hui le royaume saoudien n'a pas encore répondu à la demande de Washington en matière de livraison d'armes lourdes, fusées anti-char, missiles, etc... Les Saoudiens demeurent l'unique allié arabe des Etats-Unis, stratégiquement bien placés et capables de fournir des armes aux insurgés libyens.

Leur aide permettra à Washington de nier n'importe quelle participation militaire dans la chaîne d'approvisionnement malgré le fait que les armes proviendraient des EU et seraient payées à la place des Saoudiens, révèle le The Independent.

Le rapport publié ce lundi indique que les Saoudiens auraient dit que les adversaires de Khadafi ont besoin de fusées antichars et de missiles pour abattre les bombardiers de l'aviation de la Libye.

« Les équipements lourds militaires pourraient atteindre Benghazi dans 48 heures mais ils devraient être livrés aux bases aériennes en Libye ou à l'aéroport de Benghazi. Si les guérilleros peuvent alors continuer à l'offensive et mener l'assaut contre les bastions de Khadafi en Libye occidentale, la pression politique sur l'Amérique et l'OTAN – pressions que les membres Républicains de Congrès ne sont pas les derniers à exercer – pour établir une zone sécurisée de vol serait diminuée.

Des experts militaires américains ont déjà précisé qu'une zone de ce type nécessiterait des attaques aériennes américaines sur les installations Libyennes, si elle est sérieusement déployée, et des bases de missile antiaériennes, conduisant ainsi Washington serait conduit directement à entrer en guerre au côté des adversaires de Khadafi.

Durant quelques jours des avions de vigilance AWACS des EU ont volé autour de la Libye, De plus, ils ont maintenu un contact constant avec Malte pour obtenir les détails sur tous les modes de vol d'avions originaires de la Libye, y compris des voyages faits dans les dernières 48 heures par l'avion à réaction privé de Khadafi qui a volé en Jordanie et revenu en Libye juste avant le week-end.

Officiellement, l'OTAN décrira seulement la présence d'avions d'AWACS américains comme la partie de son post-9/11 l'Opération l'Effort Actif, qui a la large portée pour entreprendre des mesures contre-terroristes aériennes dans la région du Moyen-Orient.

Les données de l'AWACS sont transmises à tous les pays de L'OTAN conformément au mandat prévu par la mission. Maintenant que Khadafi a été défini comme un super-terroriste dans le lexique de l'Ouest, cependant, la mission de L'OTAN peut facilement être utilisée pour chercher d'autres objectifs en Libye si des opérations militaires actives sont entreprises.

La chaîne de télévision d'Al Jazeera en anglais a émis dans la nuit de dimanche à lundi la reproduction d'enregistrements en provenance de l'aviation américain au contrôleur de la navigation aérienne maltais, demandant des informations sur des vols libyens, particulièrement l'avion à réaction de Kadhafi.

07-03-2011

Danielle Bleitrach

<http://socio13.wordpress.com/2011/03/07/revelation-pour-les-etats-unis-la-guerre-a-deja-commence-en-libye/>

## 8-5 Manlio Dinucci : Libye, le rébus de la zone d'interdiction aérienne.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

*Ce qui se passe en Lybie a encore moins à faire avec une "révolution" ; ça passe à la faveur des révolutions tunisienne et égyptienne comme un même "mouvement populaire pour la liberté", mais il s'agit bien plutôt d'une rébellion armée, d'une guerre de clans, dont l'un est plus que probablement armé et soutenu par les USA. L'Otan pourrait être dans l'attente d'un "massacre médiatique" suffisamment émouvant pour pouvoir lancer une opération 'humanitaire' au profit des Bons désignés.*

*Les militaires retrouvés massacrés dans les zones "libérées" sont systématiquement présentés comme "des militaires punis pour avoir refusé de tirer sur la foule" : quelle crédibilité? Pourquoi ne pourrait-il pas s'agir de militaires pro-kadhafi tués par les rebelles?*

*On a déjà beaucoup parlé des massacres voire du "génocide" qui serait perpétré par Kadhafi et ses sbires, les mercenaires noirs, la chasse aux Tunisiens et aux Egyptiens. Il faut bien sûr toujours se méfier des appels émotionnels en exhibant massacres et horreurs, mais il y a actuellement des informations qui circulent dans l'autre sens : précisément parce qu'on désigne les Noirs comme "les mercenaires de Kadhafi", les Noirs seraient systématiquement pris en chasse par les Bons rebelles : lire, entre les lignes, la dernière info.*

Les leaders des rebelles, réunis hier (mercredi 2 mars) dans leur quartier général de Bengasi, ont conclu qu'ils n'arriveront pas seuls à renverser Kadhafi. Ils demandent donc, à la majorité, une intervention aérienne Usa/OTAN, en commençant par l'imposition d'une zone d'interdiction aérienne sur la Libye. « *Les Etats-Unis -disent-ils- ont apporté la démocratie quand ils sont intervenus au Kosovo* ». Une partie des rebelles cependant est contre : « *Nous devons nous libérer seuls, demander une intervention étrangère équivaldrait à une trahison* ».

Le même jour, à Washington, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton a confirmé que l'imposition d'une zone d'interdiction aérienne sur la Libye est prise « *en sérieuse considération* » par les Usa et leurs alliés. C'est pourtant le secrétaire à la défense Robert Gates qui refroidit les enthousiasmes : il a déclaré que « *ce n'est pas le moment pour les Etats-Unis d'entrer dans une autre guerre* ». Le républicain Gates, auparavant secrétaire à la défense de l'administration Bush, prend dans ce cas le rôle de la « *colombe* », tandis que la démocrate Clinton prend celui du « *faucon* ». Du Pentagone, hier, Gates, avec à ses côtés le chef d'état-major Mike Mullen, a déclaré qu'il convient de réfléchir avant d'envoyer des militaires dans un autre pays, étant donné que les Etats-Unis ont déjà 50 mille soldats en Irak et 100 mille en Afghanistan.

L'amiral Mullen a ajouté qu'imposer une zone d'interdiction aérienne sur la Libye est « *une opération extrêmement complexe* ». Ce qu'a confirmé le général Mattis, chef du Commandement central des Etats-Unis. « *Il n'y a pas d'illusions à se faire* » a-t-il dit hier à la commission sénatoriale sur les services armés, « *ce serait une opération militaire* ». Etant donné que les forces de Kadhafi disposent de missiles terre-air, il faudrait « *mettre hors d'usage les défenses aériennes libyennes par des attaques aériennes* ». Cela demanderait « *un grand nombre d'avions, qui opéreraient depuis les bases étasuniennes en Italie méridionale* ». Pour cette opération, d'autres aéroports seraient aussi nécessaires, surtout en Egypte et en Tunisie.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, bien qu'ayant décrété des sanctions contre Kadhafi, n'a pas décidé l'imposition d'une zone d'interdiction aérienne, à laquelle Chine et Russie s'opposent. Pour Washington, cet obstacle est secondaire, étant habitué à mettre les autres pays devant le fait accompli. Le Sénat étasunien a en effet, à l'unanimité, voté hier en faveur d'une zone d'interdiction aérienne sur la Libye.

L'administration Obama, en ce point, a carte blanche. Sur ordre du président, le Pentagone est en train de repositionner les forces navales et aériennes pour préparer « *la gamme complète d'options* », y compris l'attaque aérienne pour mettre hors d'usage les défenses de Tripoli et mettre en oeuvre la zone d'interdiction aérienne. Gates a annoncé que le navire d'assaut amphibie Kearsarge, avec à bord marines et hélicoptères de combat Cobra et flanquée d'une unité d'appui, est entré en Méditerranée par le Canal de Suez afin de prendre position face aux côtes libyennes, où viendra aussi se ranger le porte-avions nucléaire Enterprise. L'objectif officiel étant l' « *aide humanitaire* ».

Au Commandement des forces navales étasuniennes en Europe, à Naples, dans la base de Sigonella et dans les autres bases étasuniennes en Italie, tout est prêt. Dans le désintérêt complet du parlement, presque toute l' « opposition » comprise, qui attend la décision de la Maison Blanche, en ignorant les lourdes implications de l'utilisation du territoire italien pour une opération guerrière, dirigée par les USA, dans l'Afrique du Nord voisine.

Manlio Dinucci

*Edition de jeudi 3 mars 2011 de il manifesto*

*Cet article est paru sous le titre : No-fly zone e attacco, i militari frenano*

*Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio*

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/03-Marzo-2011/art9.php3>

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19